

Pour un gouvernement actif, novateur et interventionniste

Conformément à ses statuts et outre la promotion des intérêts professionnels de ses affiliés, la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec œuvre à la promotion sociale, économique, culturelle et politique des travailleurs et travailleuses du Québec et elle travaille à construire au Québec une société basée sur la justice sociale, la dignité et le respect des libertés démocratiques.

Bien que la FTQ ait réaffirmé à chaque occasion son autonomie totale et entière à l'égard de tout parti politique, elle estime que l'autonomie politique ne la dispense pas d'évaluer la performance des gouvernements sortants, de développer une plateforme électorale et de donner un appui ponctuel à un parti politique ou à certains candidats et candidates lors des campagnes électorales.

Dans ce contexte, il convient pleinement de se poser la question : de quel gouvernement voulons-nous? Que ce soit à l'occasion de sa campagne *Pour le Québec que nous voulons*, de ses prises de position en congrès et en conseil général, ou encore de ses travaux avec l'*Alliance sociale*, la FTQ a développé une plateforme de revendications qui a été ignorée par le gouvernement sortant.

Interpeller les partis politiques

Conséquemment, la FTQ demande à l'ensemble des partis politiques de se prononcer clairement sur les priorités adoptées lors de son dernier Conseil général, en mai 2012 :

Les services publics

- Mettre fin à la privatisation du système de santé, garantir l'accès aux médecins de famille, abolir la taxe santé, assurer la gratuité des soins, réduire les listes d'attente, assurer des services adéquats aux personnes âgées.
- Garantir l'accès au système public d'éducation à tous les niveaux, organiser le débat sur son financement, offrir une formation professionnelle et continue de la main-d'œuvre.

Le régime public de retraite

- Faire en sorte que tout le monde, syndiqué et non syndiqué, puisse bénéficier d'une retraite décente, en améliorant le Régime de rentes du Québec.
- Mettre sur pied un comité conjoint, syndicats-employeurs-gouvernement, afin de résoudre réellement les problèmes liés aux régimes complémentaires de retraite.

Les droits du travail

- Prendre position sur l'accès sans entrave aux droits à la syndicalisation, à la

négociation et à la grève (loi anti-briseurs de grève, couverture des aides domestiques et des personnes migrantes, maintien des accréditations dans le secteur de la forêt), sur la déjudiciarisation des relations de travail et sur l'encadrement des délocalisations.

- Améliorer les normes du travail et le régime de santé et de sécurité du travail, restaurer le dialogue syndical-patronal dans l'industrie de la construction et promouvoir la conciliation travail-famille.

Le développement des ressources naturelles et énergétiques

- Adopter une stratégie de développement qui valorise l'emploi et les ressources naturelles, la deuxième et la troisième transformation et une politique énergétique, dans le respect du développement durable.
- Assurer des justes redevances et des retombées économiques et sociales pour l'ensemble de la population du Québec, dans le respect des communautés et de l'environnement.

Que voulons-nous?

Voulons-nous d'un gouvernement pour qui le rôle de l'État se résume à de l'à-plat-ventrisme devant les lobbys de la finance et la marchandisation des services publics?

Voulons-nous d'un gouvernement qui, le temps d'un spot publicitaire d'une petite minute à la télévision, appelle au sens de la responsabilité, alors qu'il a refusé semaine après semaine de s'asseoir avec les associations étudiantes?

Où est le sens de la responsabilité quand on détourne l'attention du financement des partis politiques et qu'on accuse à tort les syndicats de la construction d'être responsables de la collusion et de la corruption?

Quelle idée nous faisons-nous de la justice ou de l'ordre, quand on gouverne à coup de lois spéciales ou de lois adoptées sous le bâillon?

Bien que le gouvernement du Québec ait eu plusieurs fois l'occasion de changer de cap, notamment lors des annonces budgétaires, il s'est enfermé dans une obstination acharnée. Alors que de nombreuses voix s'élevaient dans la population pour mettre fin au conservatisme de ce gouvernement « libéral », ce dernier a continué d'appliquer sa ligne de parti et à défendre ses propres intérêts plutôt que ceux de la population québécoise.

Nous n'avons pas d'autre choix que de porter au bilan du dernier gouvernement un glissement inadéquat vers la privatisation du système de santé, l'introduction de la contribution santé, le recours inapproprié aux PPP, la promotion non balisée du Plan Nord, l'adoption de lois injustifiées et inacceptables (loi 33, loi 12...).

La FTQ est convaincue qu'une très grande majorité de ses 600 000 membres, leurs parents, leurs enfants et leurs amis, ont envie d'un autre type de gouvernement :

- d'un gouvernement pour qui l'investissement public est synonyme de création d'emplois, d'activité économique et d'amélioration des services publics;
- d'un gouvernement pour qui l'équilibre budgétaire à tout prix ne doit pas mettre en danger le bien-être économique de la collectivité;
- d'un gouvernement pour qui les mesures fiscales respectent la capacité de payer;
- d'un gouvernement qui ne craint pas le débat public sur la tarification des services publics et le financement des universités;
- d'un gouvernement qui prend à cœur la défense de la culture, de la langue française et de l'identité québécoise.

Ensemble, nous voulons d'un gouvernement qui nous respecte, qui a à cœur notre bien-être collectif, qui entend créer et maintenir des emplois de qualité, qui s'engage à intervenir dans une économie durable, afin d'assurer la progression et une meilleure distribution de la richesse collective au sein de la collectivité québécoise, en respectant l'environnement et les communautés locales.

Nous voulons d'un gouvernement qui respecte et met de l'avant l'exercice des droits et libertés démocratiques, qui fait la promotion des droits liés au travail — les droits à la syndicalisation, à la

négociation, à la grève — et qui prend la défense des plus démunis et des laissés-pour-compte, en agissant concrètement et efficacement pour combler le fossé qui s'agrandit entre les plus riches et les plus pauvres.

Nous voulons d'un gouvernement pour qui l'éthique, la transparence et les principes de justice et d'équité sont à la base de ses pratiques plutôt que d'être des mots vains, et pour qui le financement des partis politiques ne doit pas avoir de secret.

La plateforme de la FTQ rappelle que c'est en agissant de la sorte, c'est-à-dire en mettant de l'avant les revendications d'une grande majorité de travailleurs et de travailleuses, que les organisations syndicales, avec d'autres groupes de la population, ont réussi à sortir le Québec des années de noirceur, alors que la loi de la jungle et du plus fort régnait en maître, porteuse d'arbitraire, de favoritisme, d'injustice et d'inégalités. Nous nous sommes battus pour donner à la population du Québec des services de santé et d'éducation publics, accessibles et de qualité, un régime public de retraite efficace, des relations de travail respectueuses, un régime respectable de santé et de sécurité du travail; nous nous sommes battus pour faire de l'État un acteur essentiel dans la vie économique et sociale, au service de la collectivité.

Il existe aujourd'hui des partis politiques qui, au nom du changement, voudraient revenir en arrière. Ces partis sont les défenseurs de la privatisation et de la marchandisation des services publics, les promoteurs des intérêts individuels plutôt que des intérêts collectifs et les dénigreur du rôle de l'État dans l'économie. Au service d'une minorité, ces partis voudraient rayer du vocabulaire les mots syndicalisation, négociation, grève et ils voudraient balayer du revers de la main les droits démocratiques et les acquis sociaux, pour mieux favoriser la maximisation des profits et les privilèges du patronat.

La FTQ demande à tous les partis de se prononcer clairement sur ses priorités et les réfère à cette fin à sa plateforme électorale.

IL EST RÉSOLU d'inviter les militants et les militantes des syndicats affiliés à la FTQ à s'approprier la plateforme électorale et à questionner les candidats et candidates de leur circonscription électorale afin qu'ils se prononcent en faveur de ces revendications;

IL EST RÉSOLU d'inviter les militants et les militantes des syndicats affiliés à la FTQ à s'impliquer dans la campagne;

IL EST DE PLUS RÉSOLU d'inviter les membres des syndicats affiliés à la FTQ à exercer leur droit de vote le 4 septembre 2012 et à faire le choix du candidat ou de la candidate dont le parti est le plus apte à satisfaire la plateforme de la FTQ.

Adopté au Conseil général spécial de la FTQ le 13 août 2012